



Conseil économique et social

Distr. générale
9 mai 2011
Français
Original : anglais

Session de fond de 2011

Genève, 4-29 juillet 2011

Point 2 b) de l'ordre du jour provisoire*

Débat de haut niveau : examen ministériel annuel

Déclaration du Jesuit Refugee Service, une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration qui suit, qui est distribuée conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/2011/100.



Déclaration*

Le Jesuit Refugee Service salue le choix du Conseil économique et social en ce qui concerne le sujet de son examen ministériel annuel, à savoir la « mise en œuvre des objectifs arrêtés et des engagements pris sur le plan international en matière d'éducation ». Dans l'objectif 2 du Millénaire pour le développement, les nations du monde se sont engagées à réaliser l'enseignement primaire universel. Au moment où a lieu la présente réunion à haut niveau, il reste moins de quatre ans pour atteindre cet objectif et, bien que le *Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous 2011* montre que des progrès importants ont été faits à l'échelle mondiale, il est clair que l'objectif ne sera pas atteint en 2015 en dépit du fait que le droit à l'éducation, en particulier à l'enseignement primaire, est garanti par un certain nombre de traités internationaux, notamment la Convention relative aux droits de l'enfant (art. 28), la quatrième Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (art. 50 et 94), le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (art. 28), et la Convention relative au statut des réfugiés (art. 22). Parmi les catégories d'enfants dont l'accès à l'éducation est systématiquement inférieur aux pourcentages nationaux et internationaux, il y a ceux qui ont été déplacés de force suite à un conflit armé, soit en tant que réfugiés, soit en tant que personnes déplacées dans leur propre pays.

Le Jesuit Refugee Service s'est employé sans relâche à assurer l'éducation primaire et d'autres formes d'éducation aux personnes déplacées de force depuis 1980. Actuellement, le Jesuit Refugee Service fournit des services d'éducation à environ 285 000 jeunes dans 25 pays dans le monde. La grande majorité de ces élèves reçoivent une éducation primaire. Le Jesuit Refugee Service enseigne non seulement aux enfants déplacés de force, mais nous apprenons aussi d'eux. Certaines choses que nous avons apprises sont extrêmement pénibles. Nous avons appris que les écoles deviennent parfois des cibles militaires, soit pour recruter des enfants soldats, soit pour déstabiliser les communautés locales. Nous avons appris qu'en général, les taux de fréquentation scolaire sont plus faibles pour les enfants déplacés de force que pour les autres catégories de population du pays. Nous avons appris que mettre fin à la gratuité de l'enseignement après l'école primaire entraîne de vastes problèmes sociaux, à la fois dans les pays qui accueillent des réfugiés et dans les pays de rapatriement. Nous avons aussi appris des choses encourageantes. Nous avons appris que les parents réfugiés et déplacés dans leur pays consentent des sacrifices extraordinaires pour fournir une éducation à leurs enfants. Nous avons appris qu'assurer l'éducation aide souvent les enfants réfugiés et déplacés à surmonter les stress qu'ils ont subis à cause du déplacement forcé. Nous continuons de voir qu'il y a de nombreux enfants brillants qui pourront à l'avenir apporter d'importantes contributions à leurs communautés.

Recommandations

Ces enseignements nous amènent à faire les recommandations suivantes aux États : a) incorporez les enfants déplacés de force (déplacés dans leur pays ou réfugiés) dans les plans d'éducation nationaux; b) reconnaissez que l'éducation primaire ne suffit plus, étendez l'enseignement obligatoire gratuit à toute l'école secondaire pour tous les enfants, quel que soit leur statut; c) dans les États où il

* La présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.

existe des situations de réfugiés de longue durée et des politiques de camps de regroupement, intégrez pleinement les écoles des camps de réfugiés dans le système national et assurez l'enseignement secondaire gratuit tous les enfants réfugiés.
